



FRANCE

ÉDUCATION

Le recul des maths au lycée, un front politique supplémentaire

Le ministre de l'éducation a concédé qu'il faudrait « faire évoluer » l'enseignement scientifique de tronc commun

La bête noire des lycéens est elle aussi devenue celle de Jean-Michel Blanquer ? Alors que les associations d'enseignants et de chercheurs ont de nouveau alerté, le 22 janvier, sur la baisse du nombre d'heures de mathématiques dispensées au lycée, le ministre de l'éducation a concédé, le 6 février sur CNews, qu'il faudrait « faire évoluer » l'enseignement scientifique de tronc commun prévu par la réforme pour augmenter la part des mathématiques. Un tiers du programme de cet enseignement hybride entre SVT, mathématiques et sciences physiques est consacré à la discipline – avec seulement 6 % de professeurs spécialistes chargés de l'enseigner.

Les mathématiques, ancienne discipline reine de la filière S, sont en passe de devenir un sujet politique, à deux mois de la présidentielle. En cause, outre la baisse du nombre total d'heures, les inégalités inquiétantes entre les choix des lycéens : les élèves qui gardent les maths en première et terminale sont en majorité des garçons (58 %), issus des catégories sociales très favorisées (46 %). La spécialité a été pensée pour former de vrais « matheux » à destination des études scientifiques, mais ils sont trop peu nombreux : seuls 37 % des élèves poursuivent la spécialité en terminale, même si les deux tiers de ceux qui abandonnent poursuivront l'enseignement, réputé moins « poussé », de l'option maths complémentaires.

Valérie Pécresse, la candidate du parti Les Républicains, s'est emparée du sujet le 18 janvier, en dénon-

çant la baisse du nombre d'élèves mathématiciens comme un « effet pervers » de la réforme du lycée. Le Medef s'en est aussi mêlé : lors de la présentation des propositions pour la présidentielle, son président, Geoffroy Roux de Bézieux, s'est inquiété de l'affaiblissement du niveau des élèves et du recul du nombre d'heures de cours dans cette discipline.

Réajuster la réforme

« Il faut un ressaisissement de notre pays autour de l'enseignement scientifique », a déclaré à son tour l'ancien premier ministre Edouard Philippe, dimanche, lors d'une table ronde consacrée aux sciences, où étaient présents des cadres de la majorité.

Après une mauvaise passe politique et médiatique sur le front sarnitaire, Jean-Michel Blanquer, a donc décidé de lâcher du lest. Car il s'agit bien de réajuster, même marginalement, la réforme du lycée et du bac – soit l'un des principaux accomplissements du quinquennat en matière scolaire. Fragilisé sur le plan de la gestion de crise, M. Blanquer pourrait vouloir éviter qu'un autre front s'ouvre et qui viendrait entacher son bilan peu avant l'entrée officielle en campagne d'Emmanuel Macron.

Reste que l'option proposée – muscler l'enseignement scientifique – ne convainc pas les spécialistes. « Il a l'air de dire qu'il veut modifier le programme de ces deux heures inscrites au tronc commun, s'inquiète Sébastien Planchenault, le président de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement

public. *Ce qui serait un problème pour les maths, mais aussi pour les SVT et la physique.* »

Une autre possibilité serait d'ajouter une heure à cet enseignement scientifique – une des pistes esquissées par un proche du ministre de l'éducation chargé de plancher sur des propositions rapides. Une solution qui charrie son lot de complications : une heure par élève et par semaine, cela fait des centaines de postes – à un stade de l'année où le nombre de recrutements a été depuis longtemps validé, et le budget de l'éducation, voté. « Dans les établissements scolaires, les budgets en heures d'enseignement sont déjà répartis, souligne M. Planchenault. A moins de donner une rallonge pour permettre cette modification, cela ne pourra pas être suivi d'effet. »

Les associations continuent donc de plaider pour la création d'une seconde spécialité, destinée « à des élèves qui ne souhaitent pas s'orienter vers les sciences dures », détaille Anne Cortella, enseignante-chercheuse à l'université de Montpellier et membre du bureau de la commission française pour l'enseignement des mathématiques. Cette spécialité, proposée en première, permettrait de choisir l'option maths complémentaires en terminale, « ou bien de rebasculer sur les mathématiques en spécialité, de façon à garder les choix ouverts le plus longtemps possible », insiste Sébastien Planchenault. L'idée d'une deuxième spécialité maths, évoquée lors de la gestation de la réforme, avait, à l'époque, été écartée. ■

V. M.

